

# ASSEMBLÉE NATIONALE

18 novembre 2021

---

RELATIF À LA DIFFÉRENCIATION, LA DÉCENTRALISATION, LA DÉCONCENTRATION  
ET PORTANT DIVERSES MESURES DE SIMPLIFICATION DE L'ACTION PUBLIQUE  
LOCALE - (N° 4406)

Rejeté

## AMENDEMENT

N ° CL1144

présenté par

M. Peu, M. Dharréville, M. Jumel, M. Bruneel, M. Chassaigne, Mme Buffet, M. Dufrègne,  
Mme Faucillon, M. Lecoq, M. Fabien Roussel et M. Wulfranc

-----

### ARTICLE ADDITIONNEL

**APRÈS L'ARTICLE 56, insérer l'article suivant:**

Avant le I de l'article L. 5218-7 du code des collectivités territoriales, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Le conseil de territoire est une instance de proximité indispensable pour débattre des projets du territoire concerné. »

### EXPOSÉ SOMMAIRE

Ces Conseils de territoire gèrent en proximité et malgré leurs limites, l'eau, l'assainissement, la collecte, le tri des déchets, la crémation de nos défunts, la politique d'aménagement économique dans les zones d'activités pour ne citer que quelques exemples.

Les conseils de territoire constituent un échelon intermédiaire indispensable entre la métropole et la commune. Réaffirmer leur existence et leur utilité c'est également renforcer la nécessaire proximité entre les élus et la population. Mais c'est également respecter les choix démocratiques issues des urnes des élections municipales de 2020.